



Monsieur le Président de la République française

Madrid, le 7 mars 2023

Monsieur le Président de la République,

Entre la sortie de la crise COVID, la flambée des prix, la chute du pouvoir d'achat, les difficultés pour se faire soigner et les menaces de guerre sur fond de crise économique et climatique, nous avons déjà bien des raisons d'être inquiets pour l'avenir, et surtout en colère.

C'est dans ce contexte que votre gouvernement a décidé de s'attaquer aux retraites des travailleurs. Peut-être misait-il sur la lassitude et la démoralisation de la population. Manifestement, cela a eu l'effet inverse. Depuis début janvier, la mobilisation a atteint un niveau inédit, par la grève et les manifestations partout en France, et aussi à l'étranger comme ici à Madrid : employés, techniciens, aides à domicile, ouvriers, enseignants, cheminots, cadres, habitués des mobilisations ou faisant grève pour la première fois, salariés du public et du privé, des grandes comme des petites entreprises.

Dans le projet de réforme, le nombre d'annuités nécessaires pour bénéficier d'une retraite à taux plein sera porté à 43 dès 2027. L'âge légal de départ sera de 64 ans dès 2030, au lieu de 62 aujourd'hui, et, pour y arriver, il augmentera d'un trimestre par an dès l'automne prochain. Ces deux mesures, conjuguées avec la baisse de la durée d'indemnisation du chômage et aux difficultés des plus âgés pour trouver du travail, vont pousser des millions de personnes vers la misère.

Pour justifier le report de l'âge légal de départ à la retraite, vous invoquez l'augmentation de l'espérance de vie des concitoyens, mais en réalité, l'espérance de vie en bonne santé stagne et 25% des travailleurs les plus pauvres sont déjà morts avant d'atteindre les 62 ans. Aujourd'hui, la moitié des salariés qui arrivent à l'âge de la retraite sont au chômage, en maladie ou en invalidité. Ceux-là, ceux qui ont eu les travaux les plus durs, seront les plus touchés. Ils risquent de passer des années au RSA en attendant de toucher, s'ils sont encore en vie à 64 ans, une pension amputée. De plus, lier la retraite au fait d'avoir eu une carrière complète garantit une décote généralisée. Qui donc n'aura jamais connu de période d'interruption d'activité ?

Les mesures censées limiter la brutalité de ce projet ne convainquent personne : des larmes sur la pénibilité, un mystérieux fonds sur la santé au travail, des mesures pour les salariés qui auraient commencé à 16 ans et travaillé sans discontinuer jusqu'à 58 et auraient le droit de partir si leur travail a été assez pénible, enfin une pension minimum de 85 % du smic « pour ceux qui ont eu une carrière complète au niveau du smic » (la « retraite à 1200€ »), ce qui est une condition quasiment impossible à satisfaire. C'est le cas notamment pour les femmes, alors même que la lutte contre les inégalités femmes-hommes devait être la "grande cause" de votre mandat. Mais c'est également le cas pour celles et ceux qui, comme nous, vivent actuellement à l'étranger, ou auront fait une partie de leur carrière à l'international, connaissent bien ce que signifient les carrières hachées, les interruptions d'activités, les cotisations à diverses caisses de retraites de différents pays. Ce projet de réforme va très durement les toucher.

Votre gouvernement, quand il se pose en sauveur du système des retraites, ne convainc pas davantage. Le Conseil d'orientation des retraites l'a écrit noir sur blanc : le système n'est pas menacé sur le long terme.

Pour traverser la crise sanitaire, l'État a trouvé plus de 200 milliards d'euros. Pour assurer la compétitivité des entreprises, chaque année, l'État leur offre 160 milliards d'exonérations. Le budget militaire augmente de 128 milliards pour la période 2024-2030 et atteindra les 413 milliards. Le dernier plan de relance prévoit de mettre 100 milliards sur la table en deux ans. Et pour un déficit des retraites qui oscillerait entre 10 et 15 milliards annuels, n'y aurait-il pas de solution ?

« La retraite ne doit plus être l'antichambre de la mort, mais une nouvelle étape de la vie » (Ambroise Croizat).

Ce mardi 7 mars, devant l'ampleur des grèves et des manifestations, signes du rejet massif de ce projet de réforme des retraites, nous vous demandons Monsieur le Président de la République, de retirer votre projet de loi !

FSU – MAE
SOLIDAIRES – Affaires étrangères
SNES-FSU (Espagne)
SNUIPP-FSU (Espagne)

DEVAUX Elisabeth – Déléguée consulaire
LE BERRE Renaud – Conseiller des Français de l'Étranger (Barcelone) & Conseiller de l'AFE
LECOMTE Gaëlle – Conseillère des Français de l'Étranger (Madrid) & Conseillère de l'AFE
MARTINEZ Angelina - Déléguée consulaire
OGONOWSKI Philippe - Conseiller des Français de l'Étranger (Barcelone)
QUINTANA Pablo - Conseiller des Français de l'Étranger (Madrid)
RALLE ANDREOLI François - Conseiller des Français de l'Étranger (Madrid) & Conseiller de l'AFE
SAINT-DIZIER Ana - Conseillère des Français de l'Étranger (Barcelone)

BLANCO Sébastien – Président de la section Français du Monde de Madrid
BOISBUNON Pierre – – Président de la section Français du Monde de Catalogne